



Précarité

L'abri des Vollandes ferme, ses occupants sont à la rue



Les 200 tentes composant ce village éphémère ont été installées par huit associations. F. MENTHA



Le campement symbolique monté mardi à Plainpalais met le doigt sur le problème aigu du logement des sans-abri

Thierry Mertenat

Ce n'est pas un chapiteau de cirque qui aurait poussé en une nuit; encore moins une nouvelle attraction foraine. La quarantaine de campeurs de l'aube qui se sont activés mardi matin dès 6 h sur la plaine de Plainpalais ont installé en une heure à peine un village de tentes à la vue de tous. Au total, près de 200 Quechua flambant neuves.

400 sans-abri

Leurs toiles sont de couleur verte, leur capacité de deux places chacune. Faites la multiplication: 400 personnes pourraient s'y installer. Soit le nombre de sans-abri qui, lors des grands froids du premier trimestre 2018, ont été recensés dans les divers lieux d'hébergement de fortune mis en place par la Municipalité.

Les chiffres rappelés donnent du poids au symbole. L'opération a beau être éphémère - l'autorisation accordée ne dépassait pas la demi-journée - sa visibilité dans l'espace public marque les esprits au réveil. Accordée à qui, la permission de camper? Au collectif composé de huit associations signataires, actives dans l'aide aux sans domicile.

Cette verdure toilée qui a poussé miraculeusement au petit matin sur la surface couleur ocre de la plaine de Plainpalais fait de jolies images. Photogénie impeccable pour soutenir le message. Les bouches se délient, les gens s'arrêtent par dizaines, on discute ouvertement du «sans-abrisme»,

avant-hier encore sujet impopulaire et négligeable.

Les bonnes personnes sont présentes pour échanger et répondre aux questions, du directeur de Caritas Genève, Dominique Froidevaux, à Alain Bolle, le

responsable du Centre social protestant (CSP), en passant par les représentants de l'Armée du Salut et du Bateau Genève. Des militants de la première heure, des vrais visionnaires. À leurs côtés, la relève sociale est également présente: des éducateurs, des travailleurs hors les murs, la trentaine motivée, le visage bien réveillé.

Pour apporter une justification concrète à leur action - huit associations actives sur la place y sont associées - il suffisait ce lundi de se rendre à la rue des Vollandes, à l'heure de la fermeture de l'abri du même nom, géré par la Ville de Genève. Puis, le soir venu, d'aller au contact des gens qui, pour échapper à la rue qu'ils viennent de retrouver, tentaient leur chance au portail d'entrée de l'Accueil de nuit (ADN) de l'Armée du Salut, le long du chemin Galiffe.

On les a croisés entre 7 et 8 heures aux abords de la rampe qu'ils empruntaient chaque matin en sortant des locaux de la PC. La plupart sans solution d'hébergement dans le court terme. Des hommes de tous les âges, entre 25 et 50 ans, parfois plus, parfois moins aussi. Dès 17 h, les premiers campent devant l'ADN. Une dizaine, puis le double, puis cinq fois plus. À 19 h, le chemin est complètement obstrué.

Les veilleurs doivent faire appel aux agents municipaux pour gérer cet espace inadapté, confinant malgré lui désillusions et frustrations. Car les recalés sont majoritaires. Sur les 50 candidats spontanés - certains brandissant

des bons des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) attestant de maladies chroniques - les trois quarts ne trouveront pas de lit. Le nombre des «refusés» augmente spectaculairement ce lundi.

«C'est complet, it's full»

Femmes, enfants et personnes âgées passent avant. Une sélection de crise, menée par des équipes sous pression, qui font preuve d'une bienveillance inconditionnelle, comme l'accueil pour lequel elles sont préparées. «C'est complet, it's full, je n'ai plus aucune place», répète à 22 h une voix qui n'est pas enregistrée. Galiffe offre 26 lits pour les hommes et 12 pour les femmes. Une jauge hôtelière dérisoire, en matière d'hébergement d'urgence, la seule prestation désormais pour tout le canton, alors que la demande ne cesse d'augmenter. «Je n'ai jamais vu autant de monde à la fermeture des abris», lance Sarah, veilleuse à Galiffe.

Les équipes qui rendent les clés des Vollandes après y avoir travaillé à flux tendu durant tout l'hiver ne disent pas autre chose: «Habituellement, on constatait une baisse de fréquentation à l'approche de Pâques. Là, au contraire, le renouvellement a été constant. Pour le dernier week-end, on a encore enregistré sept primo-arrivants. Nous aurions pu rester ouverts durant tout le mois d'avril et afficher sans doute complet», résume le chef d'équipe.

La moitié de ses collaborateurs s'apprête à rejoindre Richemont pour renforcer le personnel qui assurera l'exploitation estivale de cet abri désormais ouvert à l'année. Mais lui aussi atteint depuis longtemps sa pleine capacité d'accueil. Les grands précaires, les plus vulnérables occupent les dortoirs. Certains fêteront à l'automne leurs deux ans d'existence dans ce lieu.



Responsabilité du Canton

Des sociétaires de la protection civile, des personnes vieillissantes, sans rentes AI, «les laissés-pour-compte des soins hospitaliers», dénonce Alain Bolle, le responsable du CSP, tous contraints de cohabiter en sous-sol, dans cette «succursale des HUG».

Sous la légèreté des tentes montées à Plainpalais, les mots qui pointent cette réalité sociale sont fermes et alarmistes: «Une telle problématique ne peut plus être portée uniquement par la Ville de Genève. Elle fait déjà un effort considérable. L'ensemble des Communes et le Canton doivent impérativement prendre leurs responsabilités.» Le débat politique est relancé. Il promet d'être plus animé que jamais. Les bonnes décisions, c'est demain, notamment celle relative à l'Accueil Familles. La maison de la Roseraie, gérée par l'Armée du Salut, ferme le 30 avril.

«Il est très probable que l'hébergement des familles se fasse à nouveau sous terre dès le 1^{er} mai prochain», préviennent les «campeurs de l'aube». Après une habitation avec jardin, retour en abri pour l'été. Ce serait, pour tout le monde, un sacré échec.

En chiffres

Combien de personnes vivent dans la rue à Genève? L'hiver 2018, par grand froid, les abris d'urgence ont accueilli jusqu'à 400 personnes. L'abri des Vollandes accueillait chaque soir 100 hommes. L'abri de Richemont, qui reste ouvert, offre 50 places. L'Accueil de nuit à Galiffe compte 38 lits. L'Accueil Familles à l'avenue de la Roseraie permet d'accueillir 19 personnes. Il fermera le 30 avril.

Le précédent parisien

● Ces tentes qui poussent comme des champignons dans l'espace public font écho lointain à une opération similaire qui avait jadis marqué les esprits. Jadis, c'était il y a treize ans à Paris. Dans la nuit du 15 au 16 décembre 2006, quelque 200 tentes avaient vu le jour sur les berges du canal Saint-Martin, à l'initiative de la bien nommée association Les Enfants de Don Quichotte. Jusqu'alors méconnue du grand public, cette action citoyenne issue de la société civile avait réussi un incroyable coup de force: obliger le gouvernement français à adopter un projet de loi contre l'exclusion des sans-abri.

Les initiateurs avaient alors invité chaque citoyen à rejoindre le mouvement et à passer deux ou trois nuits

sous tente, par solidarité. Ce rapprochement concret des personnes à la rue et des «bien logés» avait donné un écho supplémentaire à cette occupation des rives. «Nous avons en effet investi le pavé pendant un certain temps», se souvient Serge Longère, depuis peu directeur de Première Ligne, l'association genevoise de réduction des risques liés aux drogues, signataire elle aussi de l'action menée ce mardi 2 avril sur la plaine de Plainpalais.

Le matériel de camping flambant neuf utilisé mardi restera dans le réseau associatif qui en a fait l'acquisition et sera redistribué à ceux qui en ont besoin; 200 tentes ne seront pas de trop pour assurer une réserve logistique avant la réouverture de lieux d'hébergement d'urgence. **TH.M.**



L'État a peu goûté à l'action

● Le Département de la cohésion sociale (DCS) a peu goûté à la mobilisation des organisations d'aide aux sans-abri mardi matin sur la plaine de Plainpalais et à leur communiqué de presse revendicateur.

«Nombre des associations signataires bénéficient aujourd'hui de subventions cantonales pour l'accomplissement de leurs activités d'action sociale dans un principe de subsidiarité, rappelle son porte-parole, Henri Della Casa. Nous regrettons ainsi de ne pas avoir été informés de cette action médiatique. Faire cavalier seul sur une thématique aussi importante va à l'encontre de l'esprit de partenariat mis en œuvre depuis plusieurs années par le Conseil d'État.»

Henri Della Casa souligne que l'État a mis en place des groupes



Henri Della Casa

Porte-parole
du Département
de la cohésion
sociale

de travail chargés du suivi du «rapport pauvreté» publié en 2016, qui rendront leurs conclusions en juin. Le porte-parole de DCS ajoute qu'une attention particulière est accordée au logement et à l'hébergement d'urgence.

Le DCS a par ailleurs le projet de créer un dispositif réunissant le Canton, la Ville de Genève, les communes et les associations actives dans le domaine. Pour voir le jour, celui-ci «doit toutefois rencontrer l'adhésion du Conseil d'État ainsi que des communes», note Henri Della Casa. **C.G.**